

Les syndicats pour la paix : Déclaration d'industriAll Europe sur la guerre en Ukraine

Bruxelles, 14 juin 2022

Cela fait trois mois maintenant que la guerre fait rage en Europe. Conjointement avec la CES et le mouvement syndical international, industriAll European Trade Union a déjà fermement condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui constitue une violation du droit international. Nous exhortons une fois encore le gouvernement russe à respecter l'intégrité et la souveraineté territoriales de l'Ukraine, nous demandons l'arrêt immédiat des actes de guerre perpétrés par la Russie, nous réclamons le retrait immédiat des troupes russes du territoire ukrainien, nous insistons pour que les violations des droits humains et des conventions internationales initiées par les dirigeants russes cessent et nous appelons au dialogue et aux pourparlers de paix. IndustriAll Europe appelle les institutions européennes à faire tout leur possible pour obtenir un cessez-le-feu dont les conditions sont acceptables pour le gouvernement ukrainien et pour le peuple d'Ukraine, et à entreprendre une action diplomatique pour initier un processus de paix.

Un accord de paix ne peut être obtenu que si tous les acteurs sont réunis autour de la même table. IndustriAll Europe demande à tous les chefs d'Etat et de gouvernement européens de s'employer à élargir les espaces de dialogue ouvrant la voie à un processus de paix qui permettra la reconstruction des régions dévastées en Ukraine et offrira aux populations la perspective qu'elles pourront vivre en paix.

Un dialogue fort et sincère prônant la paix est le seul moyen de mettre fin à ce terrible conflit ainsi qu'aux préjudices et à la mort qui touchent des millions de personnes. Comme dans toute guerre, les plus grandes victimes de ce conflit et des sanctions qui en découlent sont des civils et des travailleurs innocents, et tout particulièrement leurs familles.

Nous sommes pleinement solidaires du peuple ukrainien, de nos frères et sœurs du mouvement syndical et des travailleurs victimes de la guerre. Nous condamnons la répression à laquelle sont confrontés ceux qui, en Russie et en Biélorussie, font entendre leur voix et manifestent courageusement pour la paix.

L'ampleur du mouvement de solidarité dont notre société fait preuve envers le peuple ukrainien est à la fois inédite et poignante. Comme nous l'avons souligné dans notre première déclaration sur la guerre en Ukraine (adoptée le 24 mars), les syndicats ont mobilisé leurs propres ressources de manière concrète tant sur le plan financier que politique. Les syndicats et leurs membres ont ouvert les portes de leurs locaux et de leurs maisons aux réfugiés, participent activement aux efforts humanitaires déployés à travers l'Europe

et versent des dons à plusieurs fonds de solidarité. Ces élans de solidarité témoignent de ce que l'humanité a de meilleur. Nous espérons que cette générosité marque un changement majeur dans les politiques d'asile. Il faut continuer à donner un refuge à tous ceux qui en ont besoin.

Aux côtés de la CES, industriAll Europe appelle les gouvernements nationaux à continuer d'accueillir tous les réfugiés et les personnes fuyant l'Ukraine et d'autres pays, y compris la Russie et la Biélorussie, indépendamment de leur nationalité et leur statut migratoire. Ces personnes doivent pouvoir bénéficier de tous les droits à la mobilité au sein de l'UE, sans avoir besoin d'un passeport biométrique. Des mesures adéquates d'accueil et d'intégration doivent être mises en place dans tous les pays de l'UE, avec tous les Etats membres et gouvernements jouant un rôle équitable dans l'accueil des personnes en fuite.

La directive sur la protection temporaire, activée en mars 2022, doit être pleinement mise en œuvre dans toute l'UE. L'ensemble des droits inclus dans la directive doit être garanti. Il est notamment question de l'accès au marché de l'emploi, à un logement, aux soins de santé, à l'éducation et à l'aide sociale pour les ressortissants ukrainiens, leurs familles, les apatrides et les ressortissants de pays tiers ayant bénéficié d'une protection internationale ou équivalente en Ukraine. Les Etats membres doivent étendre la protection temporaire aux ressortissants de pays tiers résidant légalement en Ukraine et qui ne sont pas en mesure de retourner en toute sécurité dans leur pays ou région d'origine.

Nous demandons aux Etats européens qui accueillent des réfugiés de porter une attention particulière aux femmes et aux enfants réfugiés en raison de leur vulnérabilité face à la violence et à l'exploitation sexuelles. Tous les gouvernements ont le devoir de leur fournir une protection et d'empêcher tout autre préjudice.

Les Etats membres sont en charge de l'intégration réussie des réfugiés sur le marché de l'emploi, facilitant ainsi leur intégration dans la société. Les personnes fuyant l'Ukraine et les réfugiés politiques de Russie et Biélorussie doivent trouver un accueil adapté sur le marché de l'emploi même s'ils ont la ferme intention de retourner dans leur pays d'origine lorsqu'ils le pourront. Les employeurs, les syndicats et les organismes locaux doivent travailler en étroite collaboration avec les autorités publiques pour favoriser l'intégration et éviter l'exploitation par le travail.

La guerre en Ukraine a déjà des retombées qui vont au-delà de la terrible crise humanitaire à laquelle nous assistons. Tant la guerre que les sanctions ont un impact sur la sécurité énergétique, les chaînes d'approvisionnement et le commerce ainsi que sur l'augmentation du coût de la vie. IndustriAll Europe appelle donc l'UE à atténuer les répercussions négatives sur les citoyens, les travailleurs et les secteurs les plus touchés.

IndustriAll Europe suit de près l'impact de la guerre sur nos industries et nos membres. De nombreuses entreprises arrêtent la production et reprennent des mesures de chômage partiel pour les travailleurs des sites touchés. Il est donc urgent que l'UE et les gouvernements nationaux réactivent les instruments de chômage temporaire, notamment le programme SURE, pour soutenir l'emploi.

La question de la sécurité énergétique préoccupe plus que jamais nos industries et tous les travailleurs en Europe. La crise actuelle des prix de l'énergie a été aggravée par les actions menées par la Russie et la

guerre en Ukraine. Tous les moyens disponibles doivent être mis en œuvre pour garantir l'accès à une énergie abordable pour tous dans les mois à venir. L'énergie est fondamentale pour la prospérité et le bien commun. L'Europe ne peut pas remplacer du jour au lendemain les énergies fossiles importées de Russie. L'efficacité énergétique, le renforcement des efforts de diversification de l'approvisionnement, l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, l'utilisation d'unités existantes de production d'électricité bas carbone, les obligations de stockage ainsi que l'utilisation des ressources énergétiques nationales disponibles doivent figurer parmi les priorités de l'UE en vue de préparer l'Europe à l'hiver prochain. Pour ce faire, il est urgent de mettre en place les conditions-cadres nécessaires pour garantir aux investisseurs la certitude et la prévisibilité, par exemple en accélérant la planification et les procédures d'autorisation et en convenant rapidement des critères de certification pour le gaz et l'hydrogène bas carbone et renouvelables. L'UE doit tirer les leçons de la crise énergétique et éviter de passer d'une forme de dépendance (gaz naturel russe) à une autre (importations d'hydrogène d'un autre petit groupe de pays). En outre, cette crise sans précédent a mis à jour la faiblesse du système énergétique européen qui est trop dépendant des règles du marché. Par conséquent, industriAll Europe réclame une réforme profonde du marché de l'énergie de l'UE, qui favorise les contrats à long terme, les contrats pour la différence, et des instruments permettant un meilleur contrôle et une prévisibilité des prix, ainsi qu'un plus grand recours aux dispositions d'obligation de services publics pour s'assurer que l'énergie est traitée comme un bien commun. À cet égard, les différentes initiatives incluses dans le plan REPower Europe de l'UE sont cruciales.

Cette crise ne fait que renforcer notre détermination à réduire notre dépendance aux importations d'énergie et de matières premières et améliorer la souveraineté en matière d'énergie propre de manière socialement juste. Nous devons mener à bien le programme du pacte vert pour décarboner nos économies et atteindre rapidement une plus grande autonomie énergétique. Les investissements dans les infrastructures et les systèmes de production énergétiques en Europe doivent être maintenus et augmentés de toute urgence. La justice sociale et une société plus égalitaire sont les fondements de la démocratie et de la paix. L'UE doit mettre en œuvre le plan d'action du Socle européen des droits sociaux, en améliorant la couverture des négociations collectives en Europe. La guerre en Ukraine ne peut servir de prétexte pour saper les efforts visant à atteindre une transition juste et à garantir des emplois décents en Europe.

La guerre ne doit jamais être un instrument politique. Notre objectif final doit par conséquent être un désarmement général et contrôlé au niveau mondial. Les politiques d'armement devraient être contrôlées au niveau mondial et revenir à un objectif de persuasion, le meilleur objectif pour garantir la défense de la paix pour nos peuples et la consolidation des valeurs de liberté et de démocratie de l'UE. Il convient de tout mettre en œuvre pour repousser la nouvelle politique de confrontation militaire et empêcher une nouvelle course mondiale à l'armement. Les syndicats font partie du mouvement mondial pour la paix. IndustriAll Europe est engagée pour la paix en Europe et dans le monde. Nous avons un rôle à jouer dans la construction de la paix, à commencer par l'unification du mouvement syndical mondial. Ce n'est qu'à travers le dialogue et la diplomatie que la paix peut prospérer. Nous sommes prêts à travailler avec l'UE, les gouvernements ainsi qu'au sein de notre mouvement syndical et de notre société avec tous les syndicats démocratiques et pacifiques et acteurs de la société civile.